

**Parti Evangélique Suisse**

Secrétariat Général

Nägelligasse 9

Postfach 294

3000 Bern

Tél. 031 351 71 71

Fax 031 351 71 02

info@evppev.ch

www.evppev.ch

Office fédéral de la justice  
Domaine de direction Droit pénal  
3003 Berne

Berne, le 2 novembre 2010

**Modification du code pénal et du code pénal militaire (réforme du droit des sanctions).**

**Réponse du Parti Evangélique Suisse (PEV) dans le cadre de la procédure de consultation.**

Madame la Conseillère fédérale,  
Madame, Monsieur,

Le PEV vous transmet ses remerciements quant à la possibilité de prendre position au sujet de la réforme du droit des sanctions et vous fait volontiers part ci-dessous de ses remarques.

De manière générale, le PEV soutient la modification des codes pénaux proposés et en particulier en ce qui concerne la suppression des peines pécuniaires avec sursis ainsi que la suppression du travail d'intérêt général en tant que peine à part entière.

Afin d'assurer une application efficace de la justice, le PEV soutient les mesures prônant une application des peines déclarées. Cela doit non seulement permettre de sanctionner de manière juste les personnes ayant commis des infractions aux lois suisses, mais doit également avoir un effet suffisamment dissuasif afin de tenter de limiter au maximum les risques d'infractions. Pour cela, les sanctions prononcées doivent être clairement définies et avoir un maximum de pouvoir dissuasif. C'est pourquoi le PEV soutient la limitation de l'application pécuniaire et la fin de sa primauté sur la peine privative de liberté.


Cependant, le PEV exprime une inquiétude quant aux peines de courtes durées. Il n'est en effet pas souhaitable que ce changement influe sur la fréquence de prononciation de peines privatives de liberté. Ceci pourrait en effet être le cas afin de limiter les conséquences d'une peine d'emprisonnement sur la vie sociale des personnes condamnées, ce qui laisserait les délits mineurs impunis. Cela n'est pas souhaitable.

En ce qui concerne le droit pénal des mineurs, le PEV soutient l'augmentation de l'âge de 22 à 25 ans pour les mesures ordonnées.

*De plus, au regard des votations au sujet de l'initiative populaire sur le renvoi des étrangers devant avoir lieu fin novembre, le PEV estime qu'il est nécessaire et essentiel que le texte proposé sous chiffre art.67c nouveau soit mis en suspens et soit revu en fonction des résultats de cette votation afin de le mettre en adéquation avec la volonté du souverain.*

*Nous vous remercions pour le précieux travail accompli et vous transmettons, Mme la Conseillère fédérale, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.*

**PARTI EVANGELIQUE SUISSE (PEV)**



Président du Parti  
Heiner Studer



Secrétaire général  
Joel Blunier